

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 3048

[C — 2012/27152]

13 SEPTEMBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives au forage et à l'équipement de puits destinés à une future prise d'eau souterraine et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 4, 5, 7, 8, 9, 17, alinéa 1^{er} et 83, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'avis n° 51.231/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 avril 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Les présentes conditions sectorielles s'appliquent au forage et à l'équipement de puits destinés à une future prise d'eau souterraine (hormis les forages inhérents à des situations d'urgence ou accidentelles) visés à la rubrique 45.12.02 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° Administration : la Direction des Eaux souterraines du Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

2° aquifère : une ou plusieurs couches souterraines de roche ou d'autres couches géologiques d'une porosité et d'une perméabilité suffisantes pour permettre soit un courant significatif d'eau souterraine, soit le captage de quantités importantes d'eau souterraine;

3° eaux souterraines : toutes les eaux se trouvant sous la surface du sol dans la zone de saturation et en contact direct avec le sol ou le sous-sol;

4° nappe d'eau souterraine : l'eau souterraine comprise dans la partie saturée d'un aquifère;

5° prise d'eau : l'opération de prélèvement d'eau;

6° puits : la cavité cylindrique, profonde et étroite, réalisée par forage (percussion, roto percussion, fonçage mécanique ou tout autre moyen mécanique) depuis la surface du sol ou depuis un ouvrage ou une excavation souterraine, dans le but d'atteindre une nappe d'eau souterraine;

7° tube d'équipement : le tubage aveugle ou crépiné mis en place définitivement dans le puits, destiné à recevoir et protéger le dispositif de pompage;

8° tube de soutènement : le tubage, le blindage, le cuvelage, ou tout autre équipement similaire, mis en place provisoirement ou définitivement dans le puits, destiné à soutenir les parois du forage, en terrains meubles ou fracturés, afin d'éviter des éboulements, et/ou à isoler une (des) nappe(s) superficielle(s) de la nappe d'eau souterraine profonde à exploiter;

9° zone de prise d'eau : l'aire géographique dans laquelle sont installés les ouvrages de surface des prises d'eau telle que visée à l'article R.154 du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

Art. 3. Le puits est implanté de manière à :

1° éviter tout risque de dommage lié à l'existence de conduites enterrées;

2° prévenir tout risque d'altération de la qualité de l'eau par migration de polluants de surface ou souterrains, ou par mélange de différentes nappes d'eau souterraine;

3° permettre l'établissement de la zone de prise d'eau nécessaire à l'exploitation éventuelle du puits réalisé.

Art. 4. Les injections de fluides de forage, le développement du puits par acidification ou tout autre procédé, les cimentations, les obturations et les autres opérations sont effectués de façon à ne pas altérer la structure géologique avoisinante et l'état qualitatif des eaux souterraines.

Art. 5. § 1^{er}. L'exploitant veille à ce que la technique de forage utilisée assure la stabilité du puits quelle que soit la nature du terrain.

Le soutènement des terrains meubles traversés est requis sauf si la stabilité du puits peut être garantie par un autre procédé équivalent mis en œuvre.

§ 2. Les tubes de soutènement et les tubes d'équipement sont appropriés au terrain. Ils sont en acier, en PVC, en PEHD, en ciment, ou en tout autre matériau fabriqué conformément aux bonnes pratiques de fabrication de ce type de matériaux.

Les tubes en béton ne peuvent être insérés en nappe d'eau agressive.

Art. 6. § 1^{er}. Un tubage d'avant-trou, permettant d'éviter les risques d'éboulement de surface et la formation de cavités autour du trou par retour du fluide de forage, est mis en place sur au moins 2 mètres de profondeur.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le tubage d'avant-trou est arrêté sur le rocher lorsque la roche en place est située à moins de 2 mètres de profondeur.

§ 2. Une cimentation est prévue à l'extrados du tubage d'avant-trou pour éviter toute percolation des eaux de surface, excepté lorsqu'il est mis en place par battage ou par fonçage, et que l'étanchéité du dispositif est assurée par la nature argileuse du terrain.

Art. 7. Lorsque plusieurs nappes d'eau souterraine sont séparées par un horizon peu perméable, une opération d'aveuglement de la (des) nappe(s) d'eau non exploitée(s) est réalisée.

Un même puits ne peut en aucun cas permettre le prélèvement simultané dans plusieurs nappes d'eau souterraine distinctes séparées par un horizon peu perméable.

Art. 8. Lorsqu'une colonne de tubes d'équipement est mise en place sur toute la hauteur du puits, elle comporte à sa base un bouchon en bois dur, en acier, en PVC, en PEHD, en béton ou en tout autre matériau fabriqué conformément aux bonnes pratiques de fabrication de ce type de matériaux. Le béton ne peut être utilisé en nappe d'eau agressive.

La colonne de tubes d'équipement est centrée dans le trou de forage, au moyen de centreurs adaptés dont le nombre et l'espacement sont choisis de manière à assurer une mise en place correcte des matériaux de remplissage de l'espace annulaire.

Art. 9. § 1^{er}. L'épaisseur de l'espace annulaire compris entre les tubes d'équipement et les terrains traversés est de minimum 2,3 centimètres.

§ 2. L'espace annulaire ne peut être rempli avec les déblais de forage ou « cuttings ».

Il est rendu étanche depuis la surface du sol initial jusqu'au toit de la partie productive de l'aquifère exploité.

L'étanchéité est notamment assurée au moyen d'un anneau en argile gonflante de 2 mètres de hauteur minimum. En zone non saturée en eau, l'argile gonflante est hydratée pour assurer son gonflement.

Cet anneau en argile gonflante repose sur un massif filtrant constitué d'un gravier siliceux propre, de forme arrondie, de granulométrie homogène et appropriée à l'ouverture des crépines. A défaut de massif filtrant, il repose sur une ombrelle de cimentation.

L'anneau en argile gonflante est surmonté jusqu'en surface d'une colonne de cimentation.

La hauteur de la colonne de cimentation ne peut être inférieure à 10 mètres.

Par dérogation à l'alinéa 5, les conditions particulières prescrivent la hauteur minimale de cimentation à mettre en place lorsqu'il s'agit d'un aquifère peu profond dont la partie productive est à moins de 10 mètres de profondeur.

La cimentation est opérée 24 heures minimum après la pose de l'anneau d'étanchéité. Elle est adaptée aux caractéristiques physico-chimiques connues des eaux souterraines.

Le coulis de cimentation est composé de ciment et d'eau. Sa densité est supérieure à 1,7.

Lorsque de l'argile gonflante est ajoutée au coulis de cimentation, sa proportion est limitée à 5 % de la masse (en kg) de ciment sec.

L'injection du coulis de cimentation est opérée sous pression par le bas, au moyen de cannes d'injection introduites dans l'espace annulaire.

La cimentation doit adhérer parfaitement aux parois du terrain naturel ou des tubes sus-jacents. Elle constitue une gaine étanche continue et homogène.

Aucune opération ne peut être entreprise dans le puits pendant le temps de prise de 24 heures minimum. Lorsque la hauteur de cimentation est importante et que les tubes ne sont pas en acier, elle est réalisée en plusieurs phases de 10 à 15 mètres, avec 24 heures d'attente minimum entre 2 phases de cimentation.

Art. 10. § 1^{er}. Lorsque le puits est protégé par une chambre de visite, la hauteur de la partie visible du tube d'équipement est déterminée de manière telle qu'elle empêche toute rentrée d'eau dans le puits. Cette hauteur ne peut être inférieure à 0,40 mètre du fond de la chambre de visite.

L'exploitant veille à ce que le sommet de la chambre de visite soit situé à une hauteur de 0,20 mètre minimum au-dessus de la surface du sol. La chambre de visite est étanche et munie d'un système de collecte et d'évacuation des eaux équipé d'un clapet anti-retour. Elle est fermée par un couvercle étanche muni d'un système de fermeture à clef.

§ 2. Lorsque le puits débouche dans un local sans être protégé par une chambre de visite, la hauteur de la partie visible du tube d'équipement est déterminée de manière telle qu'elle empêche toute rentrée d'eau dans le puits. Elle ne peut être inférieure à 0,40 mètre.

L'exploitant veille à ce que le local dans lequel débouche le puits soit parfaitement étanche et équipé d'un système de collecte et d'évacuation des eaux, muni le cas échéant d'un clapet anti-retour. Il veille également à sécuriser l'accès au local.

§ 3. En l'absence de chambre de visite ou de local de protection, la partie visible du tube d'équipement du puits est scellée dans une dalle de béton étanche, sans fissure, d'une superficie de 3 m² minimum, dépassant la surface du sol de 0,20 mètre minimum et présentant des faces dont les pentes permettent d'évacuer l'eau de pluie vers l'extérieur du tube d'équipement.

La hauteur du tube d'équipement est déterminée de manière telle que les eaux de surface ne puissent s'introduire dans le puits. Cette hauteur ne peut être inférieure à 0,40 mètre au-dessus de la dalle en béton. Le tube est protégé par un dispositif étanche. L'exploitant veille à en sécuriser l'accès.

§ 4. L'exploitant veille à ce que le code ouvrage du puits attribué par le permis soit apposé sur une plaque signalétique scellée sur celui-ci.

Art. 11. Le puits, lors de l'installation de la pompe immergée, est équipé d'un tube d'un diamètre intérieur de 25 mm minimum permettant la mesure de la hauteur de la nappe d'eau souterraine au moyen d'une sonde électrique manuelle. Le pied de ce tube est en tout temps sous le niveau de l'eau.

CHAPITRE III. — *Prévention des accidents*

Art. 12. Lors des travaux de forage et d'équipement du puits, l'exploitant veille à établir une aire de protection temporaire délimitée par un cercle de 10 mètres de rayon centré sur le puits visant à interdire l'accès au puits à toute personne non autorisée, et à empêcher l'accès à d'éventuels animaux.

L'interdiction d'accès mentionnée à l'alinéa 1^{er} est affichée de manière visible à l'extérieure de l'aire de protection temporaire.

Dans cette aire de protection temporaire, il veille au respect des mesures suivantes :

- 1° les eaux de ruissellement sont envoyées hors de l'aire de protection temporaire par des dispositifs appropriés;
- 2° l'emploi de pesticides et d'engrais est interdit;
- 3° toutes les mesures nécessaires sont prises pour éviter la pénétration d'eau ou de toute autre substance dans le trou de forage ou dans le sol;
- 4° l'eau prélevée est évacuée au moyen de conduites étanches en dehors de l'aire de protection temporaire de manière à éviter toute stagnation ou infiltration;
- 5° tout engin de chantier présentant une fuite de produits polluants est évacué hors de l'aire de protection temporaire tant qu'il n'est pas remédié à la fuite;
- 6° une bâche étanche est placée sous tous les engins ne nécessitant pas de déplacement durant le chantier, et ce de manière à récupérer toute fuite accidentelle de produits polluants.

Les engins mobiles durant le chantier sont parqués en dehors de l'aire de protection temporaire.

Art. 13. Les produits stockés sont limités aux besoins exclusifs liés au forage et à l'équipement du puits.

Les produits liquides susceptibles de contaminer les eaux souterraines sont entreposés dans des encuvements étanches en dehors de l'aire de protection temporaire. Chaque encuvement a une capacité totale, égale ou supérieure à la plus grande des valeurs suivantes :

- 1° la moitié de la capacité totale des récipients qu'il contient;
- 2° la capacité du plus grand des récipients majorée de 25 % du volume total des autres récipients.

Art. 14. Les accès et le stationnement de véhicules, ainsi que les sites de stockage des hydrocarbures et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux sont choisis et aménagés en vue d'éviter toute pollution pendant le chantier.

Art. 15. Un kit de dépollution est disponible sur le chantier. Il contiendra, notamment :

- 1° des boudins pour contenir et limiter la pollution;
- 2° des oreillers pour absorber rapidement de grandes quantités de liquides;
- 3° des feuilles, des rouleaux ou des granulés pour absorber rapidement des polluants sur de grandes surfaces;
- 4° des sacs poubelles gros volumes avec attaches;
- 5° une borne de signalisation de danger.

Art. 16. En vue de prévenir toute pollution des milieux récepteurs, l'exploitant prévoit, si nécessaire, des dispositifs de traitement, par décantation, neutralisation ou par toute autre méthode appropriée, des déblais de forage, des boues et des eaux extraites du puits pendant le chantier et les essais de pompage éventuels.

Art. 17. Tout incident ou accident susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux souterraines est immédiatement signalé à l'Administration.

CHAPITRE IV. — *Abandon de puits*

Art. 18. Si le puits est abandonné en cours de réalisation ou avant l'exploitation de la prise d'eau, il est remblayé, dès la fin des travaux, suivant les techniques appropriées garantissant l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine traversées et l'absence de transfert de pollution. L'exploitant en informe préalablement l'Administration.

Le puits est comblé par un coulis de ciment injecté sous pression depuis la base de l'ouvrage en remontant jusqu'à proximité du sol de manière à assurer une parfaite homogénéité de la cimentation.

Si des cavités ou des fractures importantes ont été rencontrées pendant le forage et qu'elles empêchent la cimentation, le remblayage est effectué dans les zones problématiques au moyen de graviers propres et siliceux. La hauteur de cimentation ne peut être inférieure à 10 mètres sous la surface initiale du sol, sauf dans le cas d'aquifères peu profonds dont la partie productive est à moins de 10 mètres de profondeur. Dans ce cas, les conditions particulières prescrivent la hauteur minimale de cimentation à mettre en place.

L'utilisation des déblais de forage ou cuttings comme matériau de remblayage du puits est interdite.

CHAPITRE V. — *Contrôle et surveillance*

Art. 19. L'exploitant porte à la connaissance de l'Administration, la date fixée pour le démarrage des travaux de forage du puits au minimum 15 jours avant celle-ci.

Art. 20. Dans un délai de deux mois maximum suivant la fin de la réalisation du forage et de l'équipement du puits, l'exploitant transmet à l'Administration les renseignements et les documents suivants :

1° une copie du rapport de fin de travaux établi par l'entreprise de forage ou le bureau d'études ayant suivi le chantier, accompagné des coupes géologique et technique du puits avec indication au minimum de la nature et de la profondeur des différents terrains rencontrés, de la profondeur et du débit des venues d'eau, de la profondeur des pertes de fluides de forage, de la profondeur et des caractéristiques des différents équipements. Le rapport de fin de travaux comprend au minimum les informations suivantes :

a) l'identification et l'adresse de l'entreprise de forage, et, le cas échéant du bureau d'études;

b) le déroulement général des travaux, avec notamment les dates des différentes opérations;

c) les caractéristiques du forage et des équipements du puits c'est-à-dire les méthodes et les diamètres de forage, la nature des fluides de forage, les tubes de soutènement, la nature et les diamètres intérieurs et extérieurs des tubes en place, la position et l'ouverture des crépines, la nature, la position et les caractéristiques des matériaux placés dans les espaces annulaires, le volume et la densité du coulis de cimentation injecté;

d) le cas échéant, la date et la description des difficultés et anomalies éventuellement rencontrées au cours des travaux, des opérations spéciales réalisées dans le puits, notamment le développement et l'acidification;

e) la profondeur du niveau statique de la nappe à capter, la date et le repère de mesure;

f) le compte rendu des travaux de comblement en cas de puits abandonné;

g) la potentialité d'exploitation de l'ouvrage;

2° le plan de localisation exacte du puits réalisé et ses coordonnées Lambert (en mètres), en précisant la méthode de détermination et la précision (lues sur carte IGN ou mesurées par GPS ou levées par un géomètre);

3° l'altitude appréciée ou mesurée du puits et/ou la cote du repère de mesure des niveaux d'eau, en précisant la méthode de détermination (lue sur carte IGN ou mesurée par GPS ou nivellement par un géomètre);

4° un plan ou schéma de détail de l'aménagement de surface du puits.

CHAPITRE VI. — *Dispositions modificatives et finales*

Art. 21. § 1^{er}. A l'article 2, alinéa 13, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les termes « au forage et de sondage » sont remplacés par les termes « au forage et à l'équipement de puits ».

§ 2. A l'article 30, alinéa 13, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les termes « aux opérations de forage et de sondage » sont remplacés par les termes « au forage et à l'équipement de puits ».

Art. 22. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'annexe XVIII est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 23. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 septembre 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE

Annexe XVIII de l'arrêté du gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Annexe XVIII
Formulaire relatif au forage et à l'équipement de puits

Cadre réservé aux services administratifs de la commune de dépôt du dossier	
Commune où est déposé le dossier de demande de permis d'environnement	
Date de réception du dossier à la commune	
Référence du dossier à la commune	
Personne de contact à la commune	
Date d'expédition du dossier au Département des Permis et Autorisations	

Demandeur

.....

Objet de la demande

.....

.....

.....

Sceau de la commune

Remarque : S'il y a plusieurs puits, reproduire cette annexe autant de fois que nécessaire (sauf pour les puits destinés à recevoir des sondes géothermiques).

Puits destiné à une future prise d'eau souterraine (si oui, remplir les paragraphes A et B ci-dessous) :

 NON OUI

Puits destiné à recevoir des sondes géothermiques (si oui, remplir les paragraphes A et C ci-dessous)

 NON OUI

Puits destiné au stockage de déchets nucléaires (si oui, remplir les paragraphes A et D ci-dessous)

 NON OUI

A) CARACTÉRISTIQUES DU PROJET**A.1. LOCALISATION DE L'EMPLACEMENT PRÉVU POUR LE(S) PUIT(S)**

N° d'identification sur plan (I _N) :	Parcelle cadastrale (P _N) :
Dénomination du (des) puits :	

I_N et P_N sont identiques à ceux du formulaire général de demande (annexe I).

Coordonnées LAMBERT en mètres (uniquement si le demandeur en a connaissance, pas obligatoire)

X : **Y** : **Z** : ,

Levé topographique : Lecture sur carte :

Existence de conduites enterrées à moins de 10 mètres du (des) puits à forer :

NON OUI

Si oui, préciser leur nature et leur distance par rapport au(x) puits :

.....

.....

.....

.....

.....

Le puits se situe-t-il dans une zone de protection de prises d'eau ? NON OUI

A.2. RÉALISATION DU (DES) PUIT(S)

Date prévue de réalisation :

A.3. DIMENSIONNEMENT ET ÉQUIPEMENT

Profondeur prévue :

Diamètre fond de trou prévu :

A.4. PIÈCES À ANNEXER

Coupe géologique probable du (des) puits, avec profondeur estimée de la nappe aquifère	Annexe n°
Description des méthodes prévues de forage et d'équipement du (des) puits* avec coupe technique à l'appui	Annexe n°
Description de l'aménagement de surface prévu avec schéma coté à l'appui	Annexe n°

S'il existe, un rapport technique portant sur le type et la nature de la (des) nappe(s) aquifère(s) en présence et contenant les données devant permettre à l'Administration d'apprécier la répercussion probable du projet sur la nappe aquifère ainsi que sur les propriétés publiques et privées en surface.	Annexe n°
S'il existe, un plan de situation reprenant la position du (des) puits et celle de l'éventuel piézomètre associé, ainsi que la piézométrie locale supposée et le sens des écoulements.	Annexe n°

* outils et fluides de forage, matériaux de soutènement et d'équipement du puits, s'il échet matériaux et méthode de remplissage de l'espace entre les tubes d'équipement et le terrain, cahier de charges si disponible, ... Ces annexes doivent également être renseignées dans le tableau « Annexes fournies par l'exploitant » du formulaire de demande (annexe I).

A.5. PIÉZOMÈTRE

Avez-vous connaissance de la présence d'un piézomètre dans un rayon de 500 mètres du futur puits ? **NON** **OUI**

Coordonnées Lambert du piézomètre, en mètres :

X : **Y** :

Lever topographique Lecture sur carte

Altitude du repère de la mesure piézométrique, en mètres : , (facultatif)

Dimensions et équipement du piézomètre associé : (facultatif)

Coupe transversale du piézomètre : Annexe n°

Cette annexe devrait comporter les renseignements suivants : profondeur et caractéristiques du piézomètre avec toutes les dimensions. Cette annexe doit aussi être renseignée dans le tableau « Annexes fournies par l'exploitant » du formulaire de demande.

Niveau de l'eau au repos dans le piézomètre

Niveaux statiques (en mètres)	Date de la mesure	Profondeur mesurée Cote altimétrique mesurée

B) RENSEIGNEMENTS RELATIFS À LA FUTURE PRISE D'EAU SOUTERRAINE

(A NE COMPLÉTER QUE POUR LES PUIITS DESTINÉS A UNE FUTURE PRISE D'EAU SOUTERRAINE)

B. 1. DÉBIT SOUHAITÉDébit maximum souhaité : m³/heure..... m³/jour..... m³/an**Justifier ce débit en précisant les périodes de prise d'eau (3 lignes)**

.....

.....

.....

B. 2. USAGE FUTUR DE L'EAU

METTRE UNE CROIX DANS UNE OU PLUSIEURS DES CASES DU TABLEAU CI-APRÈS.

Code	Type d'usage		% d'utilisation
01	Pompages d'essai d'une durée n'excédant pas 12 mois	<input type="checkbox"/>	
02	Pompages temporaires / travaux génie civil publics ou privés	<input type="checkbox"/>	
11	Distribution publique	<input type="checkbox"/>	
12	Embouteillage d'eau de source ou d'eau minérale naturelle	<input type="checkbox"/>	
13	Production d'eaux à usage thermal	<input type="checkbox"/>	
14	Consommation humaine, excepté usage privé (ménages)	<input type="checkbox"/>	
15	Fabrication de denrées alimentaires	<input type="checkbox"/>	
16	Industrie des boissons	<input type="checkbox"/>	
17	Rinçage et nettoyage dans l'industrie des boissons	<input type="checkbox"/>	
18	Bains, douches, piscines ou autres installations similaires	<input type="checkbox"/>	
21	Fabrication industrielle d'un produit non alimentaire	<input type="checkbox"/>	
22	Lavage et préparation d'un produit ou d'une matière première	<input type="checkbox"/>	
23	Refroidissement des installations et réfrigération	<input type="checkbox"/>	
24	Nettoyage de locaux et/ou de matériel	<input type="checkbox"/>	
25	Production de vapeur	<input type="checkbox"/>	
31	Agriculture – Horticulture – Arboriculture...	<input type="checkbox"/>	
32	Elevage	<input type="checkbox"/>	
33	Pisciculture	<input type="checkbox"/>	
41	Alimentation d'étang, de piscine privée, de fontaine	<input type="checkbox"/>	
42	Usage domestique et sanitaire	<input type="checkbox"/>	
51	Car-wash	<input type="checkbox"/>	
52	Salon lavoir – Blanchisserie	<input type="checkbox"/>	

Code	Type d'usage		% d'utilisation
61	Pompe à chaleur	<input type="checkbox"/>	
62	Pompage géothermique pour chauffage collectif – bâtiment public	<input type="checkbox"/>	
71	Utilisation dans établissement avec malades non contagieux	<input type="checkbox"/>	
81	Protection de biens	<input type="checkbox"/>	
82	Exhaure	<input type="checkbox"/>	
83	Démergement	<input type="checkbox"/>	
84	Service incendie	<input type="checkbox"/>	
91	Recharge artificielle de nappe	<input type="checkbox"/>	
	Autre (à préciser)	<input type="checkbox"/>	

B. 3. FUTURE ZONE DE PRISE D'EAU

Pour toutes les prises d'eau, la zone de prise d'eau est délimitée par la ligne située à une distance de dix mètres des limites extérieures des installations en surface strictement nécessaires à la prise d'eau.

Description des activités et infrastructures existantes dans un rayon de 10 mètres du puits à forer :

.....

.....

.....

.....

Les activités et infrastructures existantes pourront-elles être déplacées pour l'établissement de la zone de prise d'eau dans laquelle seules les activités et installations nécessaires à la prise d'eau sont permises ? NON OUI

La zone de prise d'eau pourra-t-elle être aménagée de manière à ce que les eaux de ruissellement provenant de la zone elle-même puissent s'en échapper et que les eaux de toute nature provenant de l'extérieur de la zone ne puissent y pénétrer ni s'accumuler à sa périphérie ? NON OUI

La zone de prise d'eau pourra-t-elle être fermée sur son périmètre par une enceinte visant à en interdire l'accès ? NON OUI

La zone de prise d'eau est-elle incluse dans une enceinte plus large protégée contre les intrusions ? NON OUI

Si oui, préciser :

.....

B.4. PIÈCE COMPLÉMENTAIRE À ANNEXER

Projet de la délimitation de la zone de prise d'eau comprenant un plan dressé à l'échelle 1/100 ou éventuellement à une autre échelle mieux adaptée dans le cas particulier où cette échelle ne conviendrait pas, et indiquant la situation et les limites de la zone concernée, ainsi que les activités et infrastructures existantes.	Annexe n°
---	-----------

Cette annexe doit également être renseignée dans le tableau « Annexes fournies par l'exploitant » du formulaire de demande (annexe I).

C) RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU FUTUR DISPOSITIF GÉOTHERMIQUE

(A NE COMPLÉTER QUE POUR LES PUITTS DESTINÉS A RECEVOIR DES SONDÉS GÉOTHERMIQUES)

C.1. USAGE FUTUR DU (DES) PUITTS DESTINÉ(S) À RECEVOIR DES SONDÉS GÉOTHERMIQUES

Mettre une croix dans une des cases du tableau ci-après.

Code	Type d'usage	
A	Réalisation d'un Test de Réponse Thermique (TRT) (et récolte de données hydro-géologiques afin de dimensionner le dispositif géothermique en vue de l'exploitation d'une pompe à chaleur).	<input type="checkbox"/>
B	Exploitation d'une pompe à chaleur pour le chauffage	<input type="checkbox"/>
C	Exploitation d'une pompe à chaleur pour le chauffage et le rafraîchissement (free cooling)	<input type="checkbox"/>
D	Exploitation d'une pompe à chaleur pour le chauffage et le refroidissement (PAC réversible)	<input type="checkbox"/>

C.2. CARACTÉRISTIQUES DES SONDÉS GÉOTHERMIQUES

Type de sondes géothermiques (Simple-U, Double U, Coaxial,...) et diamètre :

.....

Type de fluide caloporteur (fiche technique/de sécurité du produit à joindre) :

.....

C.3. CARACTÉRISTIQUES DU DISPOSITIF GÉOTHERMIQUE PRÉVU POUR L'EXPLOITATION D'UNE POMPE À CHALEUR (PAC)

(A NE COMPLÉTER QUE SI L'USAGE FUTUR DU DISPOSITIF GÉOTHERMIQUE EST AUTRE QUE LA RÉALISATION D'UN TEST DE RÉPONSE THERMIQUE – CODE A)

C.3.1. POMPE À CHALEUR PRÉVUE

Puissance thermique nominale* de la pompe à chaleur [kW] :

..... [a]

Coefficient de performance (COP)* de la pompe à chaleur [/] :
 [b]

Puissance frigorifique nominale (à soutirer au terrain) [kW] :
 [a-(a/b)]

Durée annuelle prévisionnelle de fonctionnement de la PAC à puissance nominale [h/an]:

* Conditions de performance nominale définies par la norme NBN EN 14511-2 (B0/W35)

C. 3.2. DIMENSIONNEMENT DES SONDES GÉOTHERMIQUES

Méthode de dimensionnement des sondes géothermiques (abaque/test de réponse thermique/simulation numérique) :

Nombre de puits :

Distance entre les puits :

Energie thermique annuelle par mètre de forage [kWh/m par an] :

La coupe géologique prévisionnelle a-t-elle été prise en compte pour le calcul de dimensionnement des sondes ? NON OUI

Disposez-vous d'espace suffisant dans le cas éventuel d'un dédoublement nécessaire du nombre de puits à forer ? NON OUI

C. 3.3. PIÈCES COMPLÉMENTAIRES À ANNEXER

Fiche technique du fluide caloporteur	Annexe n°
Profil des besoins du bâtiment	Annexe n°
Rapport de calcul du dimensionnement des sondes	Annexe n°

Ces annexes doivent également être renseignées dans le tableau « Annexes fournies par l'exploitant » du formulaire de demande (annexe I).

D) DESCRIPTION DU PROJET

(A NE COMPLÉTER QUE POUR LES PUITTS NON DESTINÉS A UNE FUTURE PRISE D'EAU SOUTERRAINE ET NON DESTINÉS A RECEVOIR DES SONDÉS GÉOTHERMIQUES)

DESCRIPTION ET JUSTIFICATION DE L'USAGE PRÉVU DU PUITTS

<p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>
--

Protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, les données que vous adressez en complétant ce formulaire sont destinées à assurer le suivi de votre dossier au sein du Service public de Wallonie et ne pourront être transmises, sauf mention contraire dans ce formulaire, qu'aux services du gouvernement wallon suivants : Direction générale Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie, et à la Direction générale Agriculture, Ressources naturelles et Environnement. Vous pouvez avoir accès à vos données ou les faire rectifier le cas échéant. Vous ne pouvez exercer ce droit (d'accès ou de rectification) qu'auprès de la Direction générale Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie et de la Direction générale Agriculture, Ressources naturelles et Environnement.

Médiateur de la Région wallonne

Toute personne physique ou morale qui estime, à l'occasion d'une affaire la concernant, qu'une autorité administrative régionale wallonne n'a pas agi conformément à la mission de service public qu'elle doit assurer, peut introduire une réclamation individuelle, par écrit ou sur place, auprès du Médiateur de la Région wallonne : Médiateur de la Région wallonne, Rue Lucien Namèche 54 à 5000 NAMUR.

Courriel : courrier@mediateur.wallonie.be

Site : <http://mediateur.wallonie.be>

Numéro vert : 0800/19199

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2012 déterminant les conditions sectorielles relatives au forage et à l'équipement de puits destinés à une future prise d'eau souterraine et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Namur, le 13 septembre 2012.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 3048

[C - 2012/27152]

13. SEPTEMBER 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf die Bohrung und die Ausstattung von Brunnenanlagen für eine künftige Grundwasserentnahme und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 7, 8, 9, 17, Absatz 1 und 87, Absatz 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des am 26. April 2012 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 51.231/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I. — *Anwendungsbereich und Definitionen*

Artikel 1 - Die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen sind auf die in der Rubrik 45.12.02 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnte Bohrung und Ausstattung von Brunnenanlagen für eine künftige Grundwasserentnahme (mit Ausnahme der Bohrungen in Notfall- oder Unfallsituationen) anwendbar.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Verwaltung: die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, Abteilung Umwelt und Wasser, Direktion der Untergrundgewässer;

2° Grundwasserleitschicht: eine oder mehrere unterirdische Gesteinsschichten oder sonstige geologische Schichten mit einer Porosität und eine Wasserdurchlässigkeit, die ausreichen, um entweder eine bedeutende unterirdische Wasserströmung, oder das Erfassen bedeutender Mengen Grundwasser zu erlauben;

3° Grundwasser: das gesamte unterirdische Wasser in der Sättigungszone unter der Bodenfläche, das in unmittelbarer Berührung mit dem Boden oder dem Untergrund steht;

4° Unterirdisches Gewässer: das Grundwasser, dass sich in dem gesättigten Teil der Grundwasserleitschicht befindet;

5° Wasserentnahme: der Vorgang zur Entnahme von Wasser;

6° Brunne: die zylindrische, tiefe und enge Aushöhlung, die durch eine ab der Bodenfläche, einem bereits bestehenden Bauwerk oder einem unterirdischen Aushub erzielt wird (Schlagbohren, Drehschlagboren, mechanisches Abteufen oder jegliche sonstige mechanische Vorgehensweise), mit dem Ziel, ein unterirdisches Gewässer zu erreichen;

7° Ausrüstungsrohr: das Lehrrohr oder Filterrohr, dass endgültig in den Bohrlöchern angebracht wird, und dass dazu dient, die Pumpvorrichtung aufzunehmen und zu schützen;

8° Stützrohr: die Verrohrung, Abschirmung, Verschalung oder jegliche vergleichbare Vorrichtung, die vorläufig oder endgültig in den Bohrlöchern angebracht wird, um die Seitenwände des Bohrlochs bei lockeren oder zerklüfteten Böden zu stützen, um Einstürzungen zu verhindern und/oder eine (der) oberen Schicht(en) der tiefen Grundwasserleitschicht, deren Förderung beabsichtigt wird, zu isolieren;

9° Wasserentnahmezone: das geographische Gebiet, in dem die für jede Wasserentnahme erforderlichen Oberflächenbauwerke befinden und das in Artikel R.154 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, erwähnt wird.

KAPITEL II. — *Ansiedlung und Bau*

Art. 3 - Der Brunnen ist so anzulegen, dass:

1° jegliche Gefahr der Beschädigung einer unterirdisch verlegten Rohrleitung vermieden wird;

2° jeglicher Gefahr einer Beeinträchtigung der Wasserqualität durch die Wanderung von Schadstoffen oberhalb und unterhalb der Erdoberfläche oder durch ein Vermengen der verschiedenen Grundwasserleitschichten vorgebeugt wird;

3° die Ansiedlung der Wasserentnahmezone, die für die eventuelle Nutzung des angelegten Brunnens erforderlich ist, ermöglicht wird.

Art. 4 - Die Einspritzung von Bohrflüssigkeiten, die Weiterentwicklung des Bohrwerks durch eine Säurebehandlung oder jegliches andere Verfahren, die Zementierung, Verschleißung und alle sonstigen Maßnahmen werden so durchgeführt, dass die in der Nähe liegende geologische Struktur nicht beeinträchtigt wird und die Qualität des Grundwassers erhalten wird.

Art. 5 - § 1. Der Betreiber stellt sicher, dass die Stabilität des Brunnens unabhängig von der Bodenbeschaffenheit durch die angewandte Bohrtechnik gewährleistet wird.

Werden lockere Böden durchbohrt, so muss eine Vorrichtung zur Stützung dieser Böden vorgesehen werden, es sei denn, die Stabilität des Brunnens kann durch ein anderes, gleichwertiges Verfahren gewährleistet werden.

§ 2. Die Stützrohre und die Ausrüstungsrohre sind an die Bodenbeschaffenheit anzupassen. Sie sind aus Stahl, PVC, PEHD, Zement oder aus allen gleichwertigen Werkstoffen, die nach den Regeln der guten fachlichen Praxis, die für sie gelten, hergestellt wurden.

Betonringe dürfen nicht in aggressives Wasser eingefügt werden.

Art. 6 - § 1. Eine Verrohrung beim Vorbohren, durch die verhindert werden kann, dass Erdreich von der Oberfläche nachfällt, und dass durch einen Rückstau des Bohrschlammes Hohlräume rund um das Bohrloch entstehen, wird bis in eine Tiefe von wenigstens zwei Metern angebracht.

In Abweichung von Absatz 1 endet die beim Vorbohren angebrachte Verrohrung auf Felsgestein, falls dieses in einer Tiefe von weniger als zwei Metern beginnt.

§ 2. An der äußeren Wölbung dieser Verrohrung wird eine Zementierung vorgesehen, um eine Versickerung von Oberflächenwasser zu vermeiden, außer wenn sie eingerammt oder eingesenkt wird und wenn die Dichtigkeit der Vorrichtung durch die lehmige Beschaffenheit des Geländes gesichert wird.

Art. 7 - Wenn mehrere Grundwasserleitschichten durch einen wenig durchlässigen Bodenhorizont getrennt sind, werden alle nicht benutzten Wasserschichten nacheinander abgedichtet.

Auf keinen Fall darf durch denselben Brunnen die gleichzeitige Entnahme von Wasser aus unterschiedlichen, durch einen wenig durchlässigen Bodenhorizont getrennten Grundwasserleitschichten erfolgen.

Art. 8 - Wenn die Säule der Ausrüstungsrohre über die ganze Höhe des Brunnens installiert wird, ist sie an deren Basis mit einem Verschlussstück aus Hartholz, Stahl, PVC, PEHD, Beton oder aus allen gleichwertigen Werkstoffen, die nach den Regeln der guten fachlichen Praxis, die für sie gelten, hergestellt wurden, ausgestattet. Beton darf nicht in aggressivem Wasser verwendet werden.

Die Säule der Ausrüstungsrohre muss im Bohrloch mittels angepasster Zentriervorrichtungen zentriert werden, die den für das Trinkwasser erforderlichen Normen genügen und deren Anzahl und Abstand derart gewählt werden, dass ein korrektes Einbringen der Materialien zum Füllen des ringförmigen Zwischenraums gewährleistet ist.

Art. 9 - § 1. Der ringförmige Zwischenraum zwischen den Ausrüstungsrohren und den passierten Bodenschichten beträgt mindestens 2,3 cm.

§ 2. Die Benutzung von Bohrschutt (cuttings) als Füllstoff für den ringförmigen Raum ist untersagt.

Er wird ab dem ursprünglich vorhandenen Niveau der Erdoberfläche bis zur Decke des produktiven Teils der genutzten Grundwasserleitschicht abgedichtet.

Die Dichtigkeit wird mittels eines mindestens 2 Meter hohen Rings aus Blähton gewährleistet. In einem nicht mit Wasser übersättigten Gebiet muss der Ton befeuchtet werden, um sein Aufblähen zu gewährleisten.

Dieser Ring aus Blähton ruht auf einem Füllkörper, bestehend aus sauberem rundem Kieselstein, der eine einheitliche Korngrößenverteilung hat und der Öffnung der Brunnenfilter angepasst ist. Falls kein Füllkörper vorhanden ist, ruht er auf einem Zementkragen.

Der Ring aus Blähton wird bis zur Oberfläche von einer Zementsäule überragt.

Die Höhe der Zementsäule darf nicht geringer als 10 Meter sein.

In Abweichung von Absatz 5 schreiben die Sonderbedingungen die Mindesthöhe der Zementierung vor, wenn es sich um eine Grundwasserleitschicht mit einer geringen Tiefe handelt, deren produktiver Teil in einer Tiefe von weniger als 10 Metern gelegen ist.

Die Zementierung wird mindestens 24 Stunden nach dem Anbringen des Dichtungsringes durchgeführt. Sie wird den bekannten physikalisch-chemischen Eigenschaften des Grundwassers angepasst.

Der Zementbrei besteht aus Zement und Wasser. Er weist eine Dichte von mehr als 1,7 auf.

Wird dem Zementbrei Blähton beigemischt, so beschränkt sich der Tonanteil auf 5% der trockenen Zementmasse (in kg).

Die Injektion des Zementbreis erfolgt unter Druck von unten mittels in den Zwischenraum herabgelassenen Injektionsstäben.

Die Zementierung muss perfekt an den Wänden des natürlichen Grundstücks oder der darüber liegenden Rohre haften. Sie bildet eine ununterbrochene und einheitliche dichte Ummantelung.

Die Abbindezeit beträgt mindestens 24 Stunden, während der keine andere Handlung im Brunnen vorgenommen darf. Wenn die Zementierung auf einer bedeutenden Höhe erfolgt und die Rohre nicht aus Stahl gefertigt sind, wird sie in mehreren Abschnitten von 10 bis 15 Metern mit einer Wartezeit von mindestens 24 Stunden zwischen 2 Zementierungsabschnitten durchgeführt.

Art. 10 - § 1. Wenn der Brunnen durch eine Besichtigungskammer geschützt ist, wird die Höhe des sichtbaren Teils des Ausstattungsrohrs derart festgelegt, dass jegliches Eindringen von Wasser in den Brunnen verhindert wird. Diese Höhe darf nicht unter 0,40 Meter ab dem Boden der Besichtigungskammer liegen.

Der Betreiber hat zu gewährleisten, dass der Scheitel der Besichtigungskammer sich auf einer Höhe von mindestens 0,20 Metern ab der Bodenoberfläche befindet. Die Besichtigungskammer muss völlig undurchlässig sein und mit einem System, das die Sammlung und Abführung eventuellen Sickerwassers sichert, sowie mit einem Rückschlagventil versehen sein. Sie wird mit einem undurchlässigen Deckel geschlossen, der mit einer Schlüsselverriegelung versehen ist.

§ 2. Wenn der Brunnen in einen Raum mündet, ohne durch eine Besichtigungskammer geschützt zu sein, wird die Höhe des sichtbaren Teils des Ausstattungsrohrs derart festgelegt, dass jegliches Eindringen von Wasser in den Brunnen verhindert wird. Sie darf nicht unter 0,40 Metern liegen.

Der Betreiber sorgt dafür, dass der Raum, in den der Brunnen mündet, völlig dicht und mit einem gegebenenfalls mit einem Rückschlagventil versehenen Wassersammel- und Ableitungssystem ausgestattet ist. Er sorgt ebenfalls dafür, dass der Zutritt zu diesem Raum abgesichert ist.

§ 3. Falls keine Besichtigungskammer oder kein Schutzraum vorhanden ist, wird der sichtbare Teil des Ausstattungsrohrs in eine undurchlässige Betonplatte eingegossen, die keinerlei Risse aufweist, die eine Fläche von 3 m² besitzt, die mindestens 0,20 m aus der Bodenoberfläche herausragt und Seiten besitzt, deren Neigung das Abfließen des Regenwassers weg von dem Ausstattungsrohr ermöglicht.

Die Höhe des Ausstattungsrohrs wird derart festgelegt, dass das Oberflächenwasser nicht in den Brunnen eindringen kann. Diese Höhe darf nicht weniger als 0,40 Meter über der Betonplatte betragen. Das Rohr wird durch eine undurchlässige Vorrichtung geschützt. Der Betreiber sorgt dafür, dass der Zutritt abgesichert ist.

§ 4. Der Betreiber sorgt dafür, dass der Bauwerkcode, der dem Brunnen im Rahmen der Genehmigung zugeteilt worden ist, auf einem Kennzeichnungsschild vermerkt wird, das am Brunnen fest angebracht wird.

Art. 11 - Bei dem Einbau der Tauchpumpe wird der Brunnen mit einem Rohr mit einem Innendurchmesser von mindestens 25 mm ausgestattet, durch das die Messung der Höhe der Grundwasserleitschicht mittels einer manuellen elektrischen Sonde ermöglicht wird. Der Rohrfuß ist ständig unter Wasser.

KAPITEL III. — Unfallverhütung

Art. 12 - Bei den für die Bohrung und die Ausstattung des Brunnens erforderlichen Arbeiten, hat der Betreiber eine vorübergehende Schutzfläche anzulegen, die aus einem Kreis mit einem Radius von 10 m und dem Brunnen als Mittelpunkt besteht, der so angelegt wird, dass keine unbefugte Personen oder auch Tiere Zugang zu dem Brunnen haben können.

Das in Absatz 1 erwähnte Verbot wird am Eingang der vorübergehend angelegten Schutzfläche sichtbar angeschlagen.

Innerhalb dieser vorübergehend angelegten Schutzfläche wacht der Betreiber über die Beachtung folgender Maßnahmen:

1° Das Niederschlagswasser, wird durch geeignete Vorrichtungen aus dieser vorübergehend angelegten Schutzfläche abgeleitet;

2° die Anwendung von Pestiziden und Düngemitteln ist untersagt;

3° alle erforderlichen Maßnahmen werden getroffen, damit kein Wasser oder keine sonstige Substanz in die Bohrföffnung oder in den Boden eindringt;

4° das entnommene Wasser wird anhand von wasserdichten Leitungen aus der vorübergehend angelegten Schutzfläche abgeleitet, damit jegliche Stagnation oder Versickerung vermieden werden kann;

5° Baustellengeräte, die ein Leck aufweisen, durch das bestimmte Flüssigkeiten eine Verschmutzung verursachen könnten, werden von der aus der vorübergehend angelegten Schutzfläche entfernt solange das Leck repariert worden ist;

6° eine undurchlässige Plane wird unter alle Baustellengeräte gelegt, die während der Arbeiten nicht bewegt werden müssen, damit unfallbedingt auslaufende verschmutzende Produkte gesammelt werden.

Die mobilen Baustellengeräte werden außerhalb der vorübergehend angelegten Schutzfläche geparkt.

Art. 13 - Die gelagerten Produkte sind ausschließlich auf die für die Bohrung und die Ausstattung des Brunnens auftretenden Bedürfnisse begrenzt.

Flüssigkeiten, die das Untergrundwasser verschmutzen könnten, werden in außerhalb der vorübergehenden Schutzfläche befindlichen, dichten Schutzwannen mit einem ausreichenden Volumen gelagert. Jede Schutzwanne weist eine Gesamtkapazität auf, die mindestens dem größten der nachfolgenden Werte entspricht:

1° die Hälfte der Gesamtkapazität der Behälter, die in ihr gelagert werden;

2° die Kapazität des größten der Behälter, erhöht um 25% der Gesamtkapazität der anderen Behälter.

Art. 14 - Die Zufahrten und Parkflächen für Fahrzeuge, sowie die Flächen für die Lagerung von Kohlenwasserstoffen und sonstigen Produkten, die die Wasserqualität beeinträchtigen könnten, werden so gewählt, dass jede Verschmutzungsgefahr während der Arbeiten vermieden wird.

Art. 15 - Auf der Baustelle befindet sich ein Sanierungssset. Dieses umfasst unter anderem:

1° Schläuche, um die Verschmutzung zurückzuhalten und abzugrenzen;

2° «Kissen», um große Flüssigkeitsmengen schnell zu absorbieren;

3° Blätter, Rollen oder Granulate, um Schadstoffe auf großen Flächen schnell zu absorbieren;

4° Müllsäcke für große Volumen mit ihren Verschlüssen;

5° eine Markierung, um auf die Gefahr hinzuweisen.

Art. 16 - Zur Vermeidung jeglicher Verschmutzung der Vorfluter hat der Betreiber ggf. die notwendigen Vorrichtungen zur Behandlung des während der Bohrarbeiten und der Pumpversuche von der Bohrung herrührenden Bohrkleins, Schlammes und Wassers durch Absetzung, Neutralisierung oder jegliches andere Verfahren vorzusehen.

Art. 17 - Jeglicher Unfall oder Zwischenfall, durch den die Qualität des Grundwassers beeinträchtigt werden könnte, ist der Verwaltung unmittelbar mitzuteilen.

KAPITEL IV. — *Aufgabe des Brunnens*

Art. 18 - Wenn der Brunnen während oder nach der Durchführung der Wasserentnahme endgültig außer Betrieb genommen wird, wird er sofort ab dem Ende der Arbeiten fachgerecht zugeschüttet, dies unter Anwendung geeigneter technischer Verfahren, durch die gesichert wird, dass kein Wasser zwischen den verschiedenen durchbohrten Grundwasservorkommen fließen und sich keine Verschmutzung ausbreiten kann. Der Betreiber teilt dies der Verwaltung vorab mit.

Der Brunnen wird mit Zementbrei zugeschüttet, der ab der Basis des Bauwerks nach oben bis in Bodennähe unter Druck derart eingespritzt wird, dass die Zementierung völlig einheitlich erfolgt.

Falls bei der Bohrung bedeutende Hohlräume und Zerklüftungen aufgetreten sind und diese die Zementierung verhindern, wird das Zuschütten in den Problemzonen mittels sauberem Rollkies durchgeführt. Die Höhe des zu zementierenden Zwischenraums darf nicht geringer als 10 Meter unter der Oberfläche des ursprünglichen Bodens sein, außer wenn es sich um eine Grundwasserleitschicht mit einer geringen Tiefe handelt, deren produktiver Teil in einer Tiefe von weniger als 10 Metern gelegen ist. In diesem Fall schreiben die Sonderbedingungen die Mindesthöhe der anzubringenden Zementierung vor.

Die Verwendung von Bohrklein oder Erdastragungen (cuttings) als Füllmaterial für den Zwischenraum ist verboten.

KAPITEL V. — *Kontrolle und Überwachung*

Art. 19 - Der Betreiber teilt der Verwaltung das für den Beginn der Arbeiten zur Bohrung des Brunnens festgelegte Datum wenigstens fünfzehn Tage vorher mit.

Art. 20 - Innerhalb einer Frist von höchstens zwei Monaten nach dem Ende der Bohrung und Ausstattung der Brunnenanlage übermittelt der Betreiber der Verwaltung die folgenden Angaben und Dokumente:

1° eine Kopie des zusammenfassenden Berichts über die ausgeführten Arbeiten, der vom mit den Bohrarbeiten beauftragten Betrieb oder dem Ingenieurbüro, das mit der Überwachung der Baustelle beauftragt ist, erstellt wird und dem die geologischen und technischen Schnittzeichnungen des Brunnens mit Angabe der Art und der Tiefe der verschiedenen angetroffenen Böden, der Tiefe und der Abflussmenge der Wassereinbrüche, der Tiefe des verlorenen Bohrschlammes, der Tiefe und der Merkmale der verschiedenen Ausrüstungen beigelegt. Der zusammenfassende Bericht über die ausgeführten Arbeiten enthält mindestens folgende Informationen:

a) die Identifizierung und die Anschrift des mit den Bohrarbeiten beauftragten Betriebs und gegebenenfalls des Ingenieurbüros;

b) den allgemeinen Ablauf der Arbeiten, insbesondere mit den Daten der verschiedenen Vorgänge;

c) die Eigenheiten der Bohrung und der Ausstattung des Brunnens, d.h. die Bohrverfahren und -durchmesser, Art der Bohrflüssigkeiten, Stützrohre, Art, Innen- und Außendurchmesser der eingesetzten Rohre, Position und Öffnung der Filter, Art, Position und Eigenschaften der Materialien, die in die ringförmigen Räume platziert werden, Volumen und Dichte der Zementierung;

d) gegebenenfalls das Datum und die Beschreibung der Schwierigkeiten und Anomalien, denen eventuell während den Arbeiten, den besonderen im Brunnen durchgeführten Vorgängen, begegnet wurde, insbesondere die Entwicklung und Versauerung;

e) die Tiefe des statischen Pegels der zu benutzenden Leitschicht, Datum und Markierung der Messung;

f) den Bericht über die Arbeiten für das Zuschütten der aufgegebenen Bohrungen;

g) das Betriebspotenzial des Bauwerks;

2° den genauen Standortplan und die Lambert-Koordinaten des durchgeführten Bohrwerks unter Angabe des dafür benutzten Bestimmungsverfahrens (IGN-Karte, GPS, Aufnahme durch einen Landmesser);

3° Die geschätzte oder gemessene Höhe des Brunnens und/oder die Höhenquote der Markierung der Messung der Wasserpegel, unter Angabe des Bestimmungsverfahrens (IGN-Karte gelesen, Nivellierung durch einen Landmesser).

4° Einen genauen Plan oder ein genaues Schema der Einrichtung des Brunnens an der Oberfläche.

KAPITEL VI. — *Abänderungs- und Schlussbestimmungen*

Art. 21 - § 1. In Artikel 1, Absatz 13 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, wird der Wortlaut «Bohr- und Sondiervorgänge betrifft» durch den Wortlaut «die Bohrung und die Ausstattung von Brunnenanlagen betrifft» ersetzt.

§ 2. In Artikel 30, Absatz 13 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, wird der Wortlaut «Bohr- und Sondiervorgänge betrifft» durch den Wortlaut «die Bohrung und die Ausstattung von Brunnenanlagen betrifft» ersetzt.

Art. 22 - In dem Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, wird die Anlage XVIII durch die dem vorliegenden Erlass beigelegte Anlage ersetzt.

Art. 23 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. September 2012

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

ANLAGE

Anlage XVIII des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Anlage XVIII
Formular für die Bohrung und die Ausstattung von
Brunnenanlagen

Den Verwaltungsdiensten der Gemeinde, in der die Akte eingereicht wird, vorbehaltenes Feld	
Gemeinde, in der die Akte des Antrags auf eine Umweltgenehmigung eingereicht wird	
Datum des Eingangs der Akte bei der Gemeinde	
Referenz der Akte bei der Gemeinde	
Kontaktperson bei der Gemeinde	
Versanddatum der Akte an die Abteilung Genehmigungen und Erlaubnisse	

Antragsteller

.....

Gegenstand des Antrags

.....

.....

.....

Bemerkung: Bei mehreren Brunnenanlagen ist diese Anlage entsprechend der Anzahl der Brunnen zu vervielfältigen (außer bei Brunnen, in denen geothermische Sonden untergebracht werden).

Brunnen für den künftigen Betrieb einer Grundwasserentnahmestelle (wenn ja, die nachstehenden Paragraphen A und B ausfüllen):

NEIN **JA**

Brunnen für die Aufnahme geothermischer Sonden (wenn ja, die nachstehenden Paragraphen A und C ausfüllen)

NEIN **JA**

Brunnen für die Lagerung von Atommüll (wenn ja, die nachstehenden Paragraphen A und D ausfüllen)

NEIN **JA**

A) MERKMALE DES PROJEKTS

A.1. VORGESEHENE STANDORTFESTLEGUNG FÜR DIE BRUNNENANLAGE(N)

Identifizierungsnummer auf dem Plan (IN):	Katasterparzelle (P _N):
Bezeichnung der Brunnenanlage(n):	

IN und PN sind identisch mit den entsprechenden Angaben im allgemeinen Antragsformular (Anlage I).

Lambert-Koordinaten (nur wenn sie dem Antragsteller bekannt sind, nicht unbedingt erforderlich)

X: **Y:** **Z:** ,

Topographische Aufnahme: Feststellung anhand
von Karten :

Existenz unterirdischer Leitungen in einer Entfernung von weniger als 10 Metern von dem/den Brunnen:

NEIN **JA**

Wenn ja, die Art und die Entfernung zu dem/den Brunnen angeben:

.....

Befindet sich das Bauwerk in dem Schutzgebiet für eine Wasserentnahmestelle?

NEIN **JA**

A.2. FERTIGSTELLUNG DER BRUNNENANLAGE(N)

Vorgesehenes Datum für die Fertigstellung:

A.3. ABMESSUNGEN UND AUSRÜSTUNG

Vorgesehene Tiefe:

Vorgesehener Durchmesser des Bohrlochs:

A.4. ANLAGEN

Voraussichtlicher geologischer Schnitt der Brunnenanlage(n) mit der geschätzten Tiefe der Grundwasserleitschicht	Anlage Nr.
Beschreibung der für die Bohrungen und die Ausstattung der Brunnenanlage(n)* mit einem technischen Schnitt als Nachweis	Anlage Nr.
Beschreibung der vorgesehenen Einrichtung der Fläche mit einer Massskizze als Nachweis	Anlage Nr.

Ein technischer Bericht - falls vorhanden - über den Typ und die Art der vorhandenen Grundwasserleitschicht(en), einschließlich der Daten, anhand deren die Verwaltung die wahrscheinlichen Auswirkungen des Projekts auf die Grundwasserleitschicht sowie auf die öffentlichen und privaten Anwesen einschätzen kann.	Anlage Nr.
Ein Lageplan - falls vorhanden - über die Lage der Brunnenanlage(n) und des eventuellen verbundenen Piezometers, sowie der angenommene lokale Fließdruck und die Richtung der Ableitungen.	Anlage Nr.

* Werkzeuge und Bohrschlamm, Material für die Stützen und die Ausstattung des Brunnens, ggf. Material und Methode für das Füllen der Zwischenräume zwischen den Ausrüstungsrohren und den Bodenschichten, Lastenheft falls vorhanden,...

Diese Anlagen müssen ebenfalls in der Tabelle « vom Betreiber gelieferte Anlagen » des Antragsformulars (Anlage I) angeführt werden.

A.5. PIEZOMETER

Haben Sie Kenntnis von einem Piezometer in einem Umkreis von 500 Metern um die künftige Brunnenanlage? **NEIN** **JA**

Lambert-Koordinaten des Piezometers, in Metern:

X: **Y:**

Topographische Aufnahme Feststellung anhand von Karten

Höhe des Bezugspunktes der piezometrischen Messung, in Metern: , (fakultativ)

Abmessungen und Ausrüstung des verbundenen Piezometers: (fakultativ)

Querschnitt des Piezometers: Anlage Nr.

Diese Anlage müsste folgende Angaben umfassen: Tiefe und Merkmale des Piezometers mit allen Abmessungen. Diese Anlagen müssen ebenfalls in der Tabelle « vom Betreiber gelieferte Anlagen » des Antragsformulars (Anlage I) angeführt werden.

Ruhewasserstand im Piezometer

Statische Stände (in m)	Datum der Messung	Gemessene Tiefe Gemessene Höhenzahl

B) AUSKÜNFTE BEZÜGLICH DER KÜNFTIGEN GRUNDWASSERENTNAHME(NUR AUSZUFÜLLEN, WENN ES SICH UM BRUNNEN FÜR DEN KÜNFTIGEN BETRIEB EINER WASSERENTNAHMESTELLE
HANDELT)**B. 1. GEWÜNSCHTE ABFLUSSMENGE**Gewünschte Höchstabflussmenge: m³/Stunde..... m³/Tag..... m³/Jahr**Diese Abflussmenge bitte rechtfertigen, indem Sie die Zeiträume der Wasserentnahme angeben (3 Zeilen)**

.....

.....

.....

B. 2. KÜNFTIGE NUTZUNG DES WASSERS

DAS ENTSPRECHENDEN FELD ODER DIE ENTSPRECHENDEN FELDER ANKREUZEN.

Code	Art der Nutzung		% der Nutzung
01	Pumpversuche über einen Zeitraum von weniger als 12 Monaten	<input type="checkbox"/>	
02	Zeitweilige Pumpvorgänge / öffentliche oder private Tiefbau- oder Bauarbeiten	<input type="checkbox"/>	
11	Öffentliche Wasserversorgung	<input type="checkbox"/>	
12	Flaschenfüllung von Quellenwasser oder natürlichem Mineralwasser	<input type="checkbox"/>	
13	Thermalwasserproduktion	<input type="checkbox"/>	
14	Wasser für den menschlichen Verbrauch mit Ausnahme der privaten Nutzung (Haushalte)	<input type="checkbox"/>	
15	Herstellung von Lebensmitteln	<input type="checkbox"/>	
16	Getränkeindustrie	<input type="checkbox"/>	
17	Spül- und Reinigungswasser in der Getränkeindustrie	<input type="checkbox"/>	
18	Bäder, Duschen, Schwimmbäder und dgl.	<input type="checkbox"/>	
21	Industrielle Herstellung von Nichtlebensmitteln	<input type="checkbox"/>	
22	Reinigung / Zubereitung von Produkten oder Rohstoffen	<input type="checkbox"/>	
23	Anlagenkühlung - Tiefkühlung	<input type="checkbox"/>	
24	Reinigung von Gebäuden / Anlagen	<input type="checkbox"/>	
25	Dampferzeugung	<input type="checkbox"/>	
31	Landwirtschaft, Gartenbau, Baumzucht...	<input type="checkbox"/>	
32	Viehzucht	<input type="checkbox"/>	
33	Fischzucht	<input type="checkbox"/>	
41	Wasserversorgung von Weihern, Privatschwimmbädern, Brunnen	<input type="checkbox"/>	
42	Haushalts- / Sanitärwasser	<input type="checkbox"/>	

Code	Art der Nutzung		% der Nutzung
51	Autowaschanlagen	<input type="checkbox"/>	
52	Waschsalon – Wäscherei	<input type="checkbox"/>	
61	Wärmepumpe	<input type="checkbox"/>	
62	Geothermische Pumpanlage für kollektive Heizung oder öffentliche Gebäude	<input type="checkbox"/>	
71	Benutzung in einer Einrichtung mit nicht ansteckbaren Kranken	<input type="checkbox"/>	
81	Güterschutz	<input type="checkbox"/>	
82	Trockenlegungswasser	<input type="checkbox"/>	
83	Entwässerung	<input type="checkbox"/>	
84	Feuerwehrdienst	<input type="checkbox"/>	
91	Künstliche Anreicherung von Grundwasser	<input type="checkbox"/>	
	Sonstiges (bitte angeben)	<input type="checkbox"/>	

B. 3. GEPLANTE WASSERENTNAHMEZONE

Rund um das Bauwerk zur Grundwasserentnahme wird eine Wasserentnahmezone festgelegt; sie wird durch eine Linie in einem Abstand von 10 m von der Außengrenze der an der Erdoberfläche befindlichen, für die Wasserentnahme strikt notwendigen Anlagen begrenzt.

Beschreibung der bestehenden Aktivitäten und Infrastrukturen in einem Umkreis von 10 Metern des geplanten Brunnens;

.....

.....

.....

.....

Ist es möglich, die vorhandenen Aktivitäten und Infrastrukturen zu verlegen, um die Ansiedlung der Wasserentnahmezone zu ermöglichen, in der nur die für die Wasserentnahme erforderlichen Aktivitäten und Infrastrukturen erlaubt sind?

NEIN

JA

Kann die Wasserentnahmezone derart gestaltet werden, dass das Niederschlagswasser, das von der Zone selbst stammt, abfließen und jede Art von Wasser, das von auswärts eindringt, weder in die Zone eindringen, noch sich an ihrer Randzone ansammeln kann?

NEIN

JA

Kann die Wasserentnahmezone auf ihrem gesamten Umkreis durch eine Umzäunung isoliert werden, durch die der Zugang zu dieser Entnahmezone untersagt wird?

NEIN

JA

Befindet die Wasserentnahmezone bereits innerhalb eines breiteren umzäunten und gegen Intrusionen geschützten Gebiets?

NEIN

JA

Wenn JA, erläutern:

.....

B.4. WEITERES ALS ANLAGE BEIZUFÜGENDE SCHRIFTSTÜCK

Entwurf einer Abgrenzung der Wasserentnahmezone einschließlich eines Plans im Maßstab 1/100 oder ggf. in einem besser geeigneten Maßstab, sollte sich der vorerwähnte Maßstab nicht eignen, unter Angabe der Ortslage und der Grenzen der betreffenden Zone sowie der vorhandenen Aktivitäten und Infrastrukturen.	Anlage Nr.
--	------------

Diese Anlage muss ebenfalls in der Tabelle « vom Betreiber gelieferte Anlagen » des Antragsformulars (Anlage I) angeführt werden.

C) ANGABEN ZU DEM GEPLANTEN GEOTHERMISCHEN SYSTEM

(NUR FÜR JENE BRUNNEN AUSFÜLLEN, IN DENEN GEOTHERMISCHE SONDEN UNTERGEBRACHT WERDEN)

C.1. GEPLANTE NUTZUNG DER BRUNNENANLAGE(N), IN DER/DEN GEOTHERMISCHE SONDEN UNTERGEBRACHT WERDEN

Das zutreffende Feld in der folgenden Tabelle ankreuzen.

Code	Art der Nutzung	
A	Durchführung eines "Thermal Response Test (TRT)" (und Sammlung hydro-geologischer Daten zur Dimensionierung der Wärmepumpeanlage im Hinblick auf den Betrieb einer Wärmepumpe).	<input type="checkbox"/>
B	Betrieb einer Wärmepumpe für die Heizung einer Wohnung	<input type="checkbox"/>
C	Betrieb einer Wärmepumpe für die Heizung und die Kühlung (free cooling)	<input type="checkbox"/>
D	Betrieb einer Wärmepumpe für die Heizung und die Kühlung (Umkehrwärmepumpe)	<input type="checkbox"/>

C.2. EIGENSCHAFTEN DER GEOTHERMISCHEN SONDEN

Art der geothermischen Sonden (Einfach-U, Doppel-U, Koaxial,...) und Durchmesser:

.....

Art der Wärmeträgerflüssigkeit (technisches Merkblatt/Sicherheitsmerkblatt der Flüssigkeit beifügen):

.....

C.3. EIGENSCHAFTEN DER FÜR DEN BETRIEB EINER WÄRMEPUMPE VORGESEHENEN GEOTHERMISCHEN VORRICHTUNG

(NUR AUSFÜLLEN, WENN DIE NUTZUNG DER GEPLANTEN GEOTHERMISCHEN VORRICHTUNG EINE ANDERE IST, ALS DIE DURCHFÜHRUNG EINES THERMAL RESPONSE TEST – CODE A)

C.3.1. GEPLANTE WÄRMEPUMPE

Thermische Nennleistung* der Wärmepumpe [kW]:

..... [a]

Leistungskoeffizient (LK)* der Wärmepumpe [/]:
 [b]

Nutzkältenennleistung (dem Boden zu entnehmen) [kW]:
 [a-(a/b)]

Geplante jährliche Betriebsdauer der Wärmepumpe bei Nennleistung [St/Jahr]:

* Die Bedingungen für die Nennleistung werden durch die Norm NBN 14511-2 (B0/W35) festgelegt

C. 3. 2. DIMENSIONIERUNG DER GEOTHERMISCHEN SONDEN

Methode zur Dimensionierung der geothermischen Sonden (Nomogramme/Thermal response test/Computergestützte Simulation)

Anzahl Brunnen:

Abstand zwischen den Brunnen:

Jährliche Menge thermischer Energie pro gebohrter Meter [kWh/m pro Jahr]:

Ist der bei der Planung durchgeführte geologische Schnitt bei der Berechnung der Dimensionierung der Sonden berücksichtigt worden? **NEIN** **JA**

Verfügen Sie über eine ausreichende Fläche für den Fall, dass die erforderliche Anzahl der zu bohrenden Brunnen verdoppelt werden muss? **NEIN** **JA**

C. 3. 3. ALS ANLAGE BEIZUFÜGENDE WEITERE SCHRIFTSTÜCKE

Technisches Merkblatt der Wärmeträgerflüssigkeit	Anlage Nr.
Profil der Bedürfnisse des Gebäudes	Anlage Nr.
Berechnungsbericht der Dimensionierung der Sonden	Anlage Nr.

Diese Anlage muss ebenfalls in der Tabelle « vom Betreiber gelieferte Anlagen » des Antragsformulars (Anlage I) angeführt werden.

D) BESCHREIBUNG DES PROJEKTES

(NUR FÜR JENE BRUNNEN AUSFÜLLEN, DIE NICHT FÜR EINE ZUKÜNFTIGE WASSERENTNAHME UND NICHT FÜR DIE UNTERBRINGUNG VON GEOTHERMISCHEN SONDEN BESTIMMT SIND)

BESCHREIBUNG UND RECHTFERTIGUNG DER GEPLANTEN NUTZUNG DER BRUNNENANLAGE

<p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>

Schutz des Privatlebens bezüglich der Behandlung von Daten persönlicher Art angeführten Bestimmungen

Gemäß dem Gesetz vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten sind die Angaben, die Sie durch das Ausfüllen dieses Formulars übermitteln, dazu bestimmt, die weitere Bearbeitung Ihrer Akte innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region zu gewährleisten und dürfen nur den nachstehenden Dienststellen der Wallonischen Regierung übermittelt werden, außer wenn in diesem Formular anderslautende Bestimmungen angegeben werden: Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie, und Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt. Sie können Zugang zu den Sie betreffenden Daten erhalten und diese ggf. berichtigen lassen. Sie können dieses Recht (auf Zugang oder Berichtigung) nur bei der Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie und Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt ausüben.

Vermittler der Wallonische Region

Jede natürliche oder juristische Person, die der Ansicht ist, dass eine wallonische Regionalbehörde bei einer sie betreffenden Angelegenheit nicht in Übereinstimmung mit ihrer Aufgabe als öffentliche Dienststelle gehandelt hat, kann schriftlich oder vor Ort eine individuelle Beschwerde beim Vermittler der Wallonischen Region einreichen; dessen Anschrift lautet: Vermittler der Wallonischen Region, Rue Lucien Namèche 54 in 5000 NAMUR.

E-Mail: courrier@mediateur.wallonie.be Webseite: <http://mediateur.wallonie.be> Gebührenfreie Nummer:
0800/19199

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. September 2012 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen in Bezug auf die Bohrung und die Ausstattung von Brunnenanlagen für eine künftige Grundwasserentnahme und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung beigefügt zu werden.

Namur, den 13. September 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 3048

[C – 2012/27152]

13 SEPTEMBER 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de boring en de uitrusting van putten bestemd voor een toekomstige grondwaterwinning en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7, 8, 9, 17, eerste lid en 83, eerste lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het advies nr. 51. 231/4 van de Raad van State, gegeven op 26 april 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en begripsomschrijving

Artikel 1. Deze sectorale voorwaarden zijn van toepassing op de boring en de uitrusting van putten bestemd voor een toekomstige grondwaterwinning (behalve de boringen inherent aan nood- of ongevaltoestanden) bedoeld in de rubriek 45.12.02. van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o bestuur : de Directie Grondwater van het Departement Leefmilieu en Water van het Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

2^o watervoerende laag : één of meer ondergrondse rotslagen of andere geologische lagen die voldoende poreus en doorlatend zijn voor een belangrijke grondwaterstroming of de onttrekking van aanzienlijke hoeveelheden grondwater;

3^o grondwater : al het water dat zich onder het bodemoppervlak in de verzadigde zone bevindt en dat in rechtstreeks contact met de bodem of de ondergrond staat;

4^o grondwaterlaag : het grondwater dat zich in het verzadigde gedeelte van een watervoerende laag bevindt;

5^o waterwinning : de operatie waarbij grondwater wordt getapt;

6^o put : dde diepe en nauwe cilindrische holte die bij boring wordt verricht (slagboren, roterend slagboren, mechanisch uitgraven of elk ander mechanisch middel) vanaf het bodemoppervlak of vanaf een werk of een ondergrondse holte ten einde een grondwaterlaag te bereiken;

7^o uitrustingsbuis : de blinde of filterverbuizing die definitief in de put wordt aangelegd en waarin de pompinstallatie wordt geplaatst en beschermd;

8^o schoorbuis : de verbuizing, de beschoeiing, de bekuiping of elke gelijksoortige uitrusting die voorlopig of definitief in de put is aangelegd om de boorwanden op rulle of gebroken gronden te ondersteunen om de instortingen te voorkomen en/of om één (verschillende) oppervlaktelaag(lagen) van de te exploiteren diepe grondwaterlaag te isoleren;

9^o waterwinningsgebied : geografisch gebied waarin de werken voor waterwinning aan de oppervlakte geïnstalleerd zijn, zoals bedoeld in artikel R. 154 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

HOOFDSTUK II. — Ligging en bouw

Art. 3. De put wordt zodanig geplaatst om :

1^o elk schaderisico gebonden aan de aanwezigheid van ingegraven leidingen te voorkomen;

2^o elk risico voor verslechtering van de kwaliteit van het water door verplaatsing van verontreinigende ondergrondse of oppervlaktestoffen of door vermenging van verschillende grondwaterlagen te voorkomen;

3^o de aanleg van het waterwinningsgebied dat nodig is voor de eventuele exploitatie van de aangelegde put mogelijk te maken.

Art. 4. De insputtingen van boorspoelingen, de ontwikkeling van de put door verzuring of elk ander proces, de cementaties, de afsluitingen en de andere verrichtingen worden zodanig uitgevoerd dat de aangrenzende geologische structuur en de kwaliteit van het grondwater niet aangetast worden.

Art. 5. § 1. De exploitant zorgt ervoor dat de gebruikte boortechniek de stabiliteit van de put ongeacht de aard van de grond waarborgt.

De ondersteuning van de rulle doorboorde gronden wordt vereist behalve als de stabiliteit van de put door een ander gelijkwaardig uitgevoerd proces kan worden gewaarborgd.

§ 2. De schoor- en uitrustingsbuizen worden aan de grond aangepast. Die buizen worden vervaardigd uit staal, pvc, PHED, cement of uit elk andere materiaal vervaardigd overeenkomst de goede vervaardigingspraktijken voor dit type materialen.

De betonnen buizen mogen niet in een agressieve waterlaag geplaatst worden.

Art. 6. § 1. Een voorboorbuis wordt over minstens 2 meter diepte geplaatst om de afschuivingsrisico's en de vorming van holten rond het gat door terugkeer van de boorspoeling te voorkomen.

In afwijking van het eerste lid eindigt de voorboorbuis op de rots, wanneer de rots zich op minder dan 2 meter diepte bevindt.

§ 2. Een cementatie wordt gepland op het buitenwelfvlak van de voorboorbuis om elke percolatie van het oppervlaktewater te voorkomen behalve indien de voorboorbuis door slagboren of door uitgraven geplaatst wordt en dat de dichtheid van de voorziening door de kleiachtige aard van de grond wordt gewaarborgd.

Art. 7. Wanneer verschillende grondwaterlagen door een weinig doorlatende horizontale aardlaag worden gescheiden, wordt een blinde boring van de niet-geëxploiteerde waterlaag(lagen) uitgevoerd.

Eenzelfde put mag in geen geval de gelijktijdige wateronttrekking in verschillende afzonderlijke grondwaterlagen die gescheiden zijn door een weinig doorlatende horizontale aardlaag, mogelijk maken.

Art. 8. Wanneer een kolom uitrustingsbuizen op de hele hoogte van de put wordt aangelegd, heeft ze op haar basis een dop vervaardigd uit hard hout, staal, pvc, PEHD, beton of elk andere materiaal vervaardigd overeenkomstig de goede vervaardigingspraktijken voor dit type materialen. Beton mag niet in een agressieve waterlaag gebruikt worden.

De kolom van uitrustingsbuizen wordt in het boorgat gecentreerd aan de hand van aangepaste inrichtingen voor het centreren, waarvan het aantal en de tussenruimte gekozen worden om een gepaste installatie van de materialen voor de opvulling van de ringvormige ruimte te waarborgen.

Art. 9. § 1. De dikte van de ringvormige ruimte tussen de uitrustingsbuizen en de doorboorde gronden is minstens 2,3 centimeter.

§ 2. De ringvormige ruimte mag niet met de boorafvalstoffen of « cuttings » worden opgevuld.

Die ruimte wordt dicht gemaakt vanaf het oorspronkelijke bodemoppervlak tot op de daklaag van het productieve gedeelte van de geëxploiteerde watervoerende laag.

De waterdichtheid wordt met name gewaarborgd door middel van een ring uit zwellende klei die minstens 2 meter hoog is. In een gebied dat niet met water verzadigd is, wordt de zwellende klei gehydrateerd teneinde de zwelling ervan te verzekeren.

Die ring uit zwellende klei rust op een filtererende sokkel bestaande uit propere kiezelhoudende ronde grind waarvan de korrelverdeling homogeen is en die aangepast is aan de opening van de filters. Bij gebrek aan filtererende sokkel rust die ring op een cementatiekraag.

Boven de ring uit zwellende klei wordt een cementatiekolom tot aan het oppervlak geplaatst.

De hoogte van de cementatiekolom mag niet kleiner zijn dan 10 meter.

In afwijking van het vijfde lid, stellen de bijzondere voorwaarden de minimale aan te leggen cementatiehoogte vast, wanneer het om een weinig diepe watervoerende laag gaat, waarvan het productieve gedeelte zich op minder dan 10 meter diepte bevindt.

De cementatie wordt minstens 24 uur na de installatie van de waterdichtheidsring uitgevoerd. Ze wordt aangepast aan de bekende fysisch-chemische eigenschappen van het grondwater.

De metselspecie bestaat uit cement en water. De dichtheid ervan is hoger dan 1,7.

Wanneer de zwellende klei aan de metselspecie wordt toegevoegd, wordt de verhouding ervan beperkt tot 5 % van de massa (in kg) van droge cement.

De injectie van de metselspecie wordt onder druk van onder naar boven uitgevoerd aan de hand van injectie-eenheden die in de ringvormige ruimte geïnjecteerd worden.

De cementatie moet volkomen vastgehecht zitten aan de wanden van de natuurlijke grond of van de lager gelegen buizen. Ze vormt een continue en homogene waterdichte mantel.

Geen verrichting mag in de put tijdens de stollingstijd van minstens 24 uur uitgevoerd worden. Wanneer de cementatiehoogte belangrijk is en als de buizen niet uit staal vervaardigd zijn, wordt ze in verschillende fasen van 10 tot 15 meter met minstens 24 uur wachttijd tussen twee cementatiefasen uitgevoerd.

Art. 10. § 1. Wanneer de put beschermd wordt door een mangat, wordt de hoogte van het zichtbare gedeelte van de mantelbuis zodanig bepaald dat ze elke waterafvoer in de put verhindert. Die hoogte mag niet kleiner zijn dan 0,40 meter van het uiterste van het mangat.

De exploitant zorgt ervoor dat de top van het mangat zich minstens op 0,20 meter boven de grondoppervlakte bevindt. Het mangat is waterdicht en voorzien van een systeem voor de inzameling en de lozing van het water dat uitgerust is met terugslagklep. Het wordt gesloten door een waterdicht deksel voorzien van een afsluitingssysteem.

§ 2. Wanneer de put in een lokaal uitmondt zonder beschermd te worden door een mangat, wordt de hoogte van het zichtbare gedeelte van de uitrustingsbuis zodanig bepaald dat ze elke waterafvoer in de put verhindert. Ze mag niet kleiner zijn dan 0,40 meter.

De exploitant zorgt ervoor dat het lokaal waarin de put uitmondt, volkomen waterdicht is en voorzien is van een systeem voor de opvang en de lozing van het water en uitgerust, in voorkomend geval, met een terugslagklep. Hij zorgt ook ervoor dat de toegang tot het lokaal beveiligd wordt.

§ 3. Bij gebrek aan mangat of aan beschermingslokaal wordt het zichtbare gedeelte van de uitrustingsbuis verzegeld in een waterdichte betontegel zonder spleet met een oppervlakte van minstens 3 m² die het bodemoppervlak met minstens 0,20 meter overschrijdt en waarvan de hellingen de lozing van het regenwater naar de buitenkant van de uitrustingsbuis mogelijk maken.

De hoogte van de uitrustingsbuis wordt zodanig vastgesteld dat het grondwater de put niet kan binnendringen. Die hoogte mag niet minder zijn dan 0,40 meter boven de betontegel. De buis wordt door een waterdichte voorziening beschermd. De exploitant zorgt ervoor dat de toegang wordt beveiligd.

§ 4. De exploitant zorgt ervoor dat de bij de vergunning toegekende werkcode van de put geplaatst wordt op een kentekenplaat die op de put wordt verzegeld.

Art. 11. Bij de installatie van de onder water staande pomp wordt de put uitgerust met een buis met een binnendiameter van minstens 25 mm die de meting van de hoogte van de grondwaterlaag aan de hand van een handbediende elektrische sonde mogelijk maakt. De voet van die buis staat altijd onder het waterniveau.

HOOFDSTUK III. — *Voorkoming van de ongevallen*

Art. 12. Bij de borings- en uitrustingswerken van de put zorgt de exploitant ervoor dat een tijdelijk beschermingsgebied afgebakend door een op de put gecentreerde cirkel met een diameter van 10 meter wordt vastgesteld om de toegang tot de put aan elke niet-toegelaten persoon te verbieden en de toegang van eventuele dieren te voorkomen.

Het in het eerste lid bedoelde toegangsverbod wordt op een leesbare wijze buiten het tijdelijke beschermingsgebied aangeplakt.

Binnen dit tijdelijke beschermingsgebied zorgt hij voor de naleving van de volgende maatregelen :

1° het afvloeiend water wordt buiten het tijdelijke beschermingsgebied door middel van aangepaste voorzieningen afgevoerd;

2° het gebruik van bestrijdingsmiddelen en van meststoffen is verboden;

3° alle nodige maatregelen worden genomen om het binnendringen van het water of van elke andere stof in het boorgat of in de bodem te voorkomen;

4° het gewonnen water wordt afgevoerd aan de hand van waterdichte leidingen buiten het tijdelijke beschermingsgebied om elke stagnatie of infiltratie te voorkomen;

5° elke bouwmachine die een lekkage van verontreinigende producten heeft, wordt buiten het tijdelijke beschermingsgebied afgevoerd zolang de lekkage wordt niet verholpen;

6° een waterdicht dekzeil wordt onder alle machines die tijdens het werk niet moeten worden verplaatst, geplaatst om elke toevallige lekkage van verontreinigende producten terug te winnen.

De tijdens het werk verplaatsbare machines worden buiten het tijdelijke beschermingsgebied geparkeerd.

Art. 13. De opgeslagen producten worden beperkt tot de exclusieve behoeften voor de boring en de uitrusting van de put.

De vloeibare producten die het grondwater zouden kunnen besmetten, worden buiten het tijdelijke beschermingsgebied in waterdichte kuipen opgeslagen. Elke kuip heeft een totale capaciteit die gelijk is aan of hoger is dan de grootste van de volgende waarden :

1° de helft van de totale capaciteit van de kommen die ze omvat;

2° de capaciteit van de grootste van die kommen verhoogd met 25 % van het totale volume van de andere kommen.

Art. 14. De toegangen en het parkeren van voertuigen alsmede de opslagplaatsen van de koolwaterstoffen en andere producten die de kwaliteit van het water zouden kunnen aantasten, worden gekozen en aangelegd om elke verontreiniging gedurende het werk te voorkomen.

Art. 15. Een zuiveringskit is op het bouwterrein beschikbaar. Die kit omvat met name :

1° flenzen om de verontreiniging te weerhouden en te beperken;

2° kussens om grote hoeveelheden vloeistoffen snel te absorberen;

3° bladen, rolletjes of granulaat om verontreinigende stoffen op grote oppervlakte snel te absorberen;

4° grote vuilniszakken met stropsluitingen;

5° een veiligheidspaal.

Art. 16. Om elke verontreiniging van de ontvangende milieus te voorkomen, voorziet de exploitant, indien nodig, in behandelingsvoorzieningen door bezinking, neutralisatie of door elke aangepaste andere methode, van de boorafvalstoffen, het slib, en het water gewonnen uit de put tijdens het werk en de eventuele pomptesten.

Art. 17. Elk incident of ongeval dat de kwaliteit van het grondwater zou kunnen aantasten, wordt onmiddellijk medegedeeld aan het bestuur.

HOOFDSTUK IV. — *Het verlaten van putten*

Art. 18. Als de put tijdens de uitvoering of voor de exploitatie van de waterwinning wordt verlaten, wordt hij onmiddellijk na het einde van de werken opgevuld volgens gepaste technieken die de afwezigheid van watercirculatie tussen de verschillende doorboorde grondwaterlagen en de afwezigheid van verontreinigingsverplaatsing waarborgen. De exploitant verwittigt eerst het Bestuur.

De put wordt opgevuld met een metselspecie die onder druk wordt geïnjecteerd vanaf het voetstuk van het werk tot bijna tegen de grond om een perfecte homogeniteit van de cementatie te verzekeren.

Indien belangrijke holtes of breuken tijdens de boring worden vastgesteld en als ze de cementatie verhinderen, wordt de opvulling in problematische gebieden met behulp van propere kiezelhoudende grind uitgevoerd. De cementatiehoogte mag niet kleiner zijn dan 10 meter onder het oorspronkelijke bodemoppervlak behalve in geval van weinig diepe watervoerende lagen waarvan het productieve gedeelte zich op minder dan 10 meter diepte bevindt. In dit geval schrijven de bijzondere voorwaarden de te voorzien minimale cementatiehoogte voor.

Het gebruik van boorafvalstoffen of cuttings als opvullingsmateriaal van de put is verboden.

HOOFDSTUK V. — *Controle en toezicht*

Art. 19. De exploitant deelt de datum die vastgesteld is voor het begin van de boringswerken van de put minstens 15 dagen voor die datum aan het Bestuur mede.

Art. 20. Binnen een termijn van maximum twee maanden na het einde van de boring en van de uitrusting van de put verstrekt de exploitant het Bestuur de volgende inlichtingen en documenten :

1° een afschrift van het verslag over het einde van de werken opgemaakt door het boringsbedrijf of het studiebureau dat de werken heeft gevolgd, samen met de geologische en technische sneden van de put met vermelding van minstens de aard en de diepte van de verschillende terreinen, van de diepte en van het debiet van de watertoevoer, de diepte van de verliezen van boorspoelingen, de diepte en de eigenschappen van de verschillende uitrustingen. Het verslag over het einde van de werken bevat minstens de volgende inlichtingen :

a) de identificatie en het adres van het boringsbedrijf en, in voorkomend geval, van het studiebureau;

b) het algemene verloop van de werken met o.a. de data van de verschillende verrichtingen;

c) de eigenschappen van de boring en de uitrustingen van de put, namelijk de boringsmethoden en -diameters, de aard van de boorspoelingen, de schoorbuizen, de aard en de binnen- en buitendiameters van de geplaatste buizen, de ligging en de opening van de filters, de aard, de ligging en de eigenschappen van de in de ringvormige ruimten geplaatste materialen, het volume en de dichtheid van de geïnjecteerde metselspecie;

d) in voorkomend geval, de datum en de beschrijving van de moeilijkheden en onregelmatigheden die eventueel tijdens de werken worden vastgesteld, van de bijzondere handelingen die in de put uitgevoerd worden, met name de ontwikkeling en de verzuring;

e) de diepte van het statische niveau van de te winnen laag, de datum en het maatmerkteken;

f) het proces-verbaal van de opvullingswerken in geval van verlaten put;

g) de uitvoeringsmogelijkheid van het werk;

2° het plan met de juiste ligging van de uitgevoerde put en zijn Lambert-coördinaten (in meters) met vermelding van de bepalingmethode en de nauwkeurigheid (gelezen op een NGI-kaart of gemeten per gps of door een landmeter);

3° de geschatte of gemeten hoogte van de put en/of het waarderingscijfer van het maatmerkteken van de waterniveaus met vermelding van de bepalingmethode (gelezen op een NGI-kaart of gemeten per gps of waterpassing door een landmeter);

4° een plan of een gedetailleerd schema van de oppervlakuitrusting van de put.

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigings- en slotbepalingen*

Art. 21. § 1. In artikel 2, lid 13, van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning worden de woorden « borings- en sonderingshandelingen » vervangen door de woorden « de boring en de uitrusting van putten ».

§ 2. In artikel 30, lid 13, van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning worden de woorden « borings- en sonderingshandelingen » vervangen door de woorden « de boring en de uitrusting van putten ».

Art. 22. In het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt bijlage XVIII vervangen door de bij dit besluit gevoegde bijlage.

Art. 23. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 september 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE

Bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 2002 maart 11 betreffende de milieuvergunning

BIJLAGE XVIII Formulier betreffende de boring en de uitrusting van putten
--

Vak voorbehouden aan de administratieve diensten van de gemeente waarin het dossier wordt ingediend

Gemeente waarin het dossier betreffende de aanvraag tot milieuvergunning wordt ingediend	
Datum waarop het dossier bij de gemeente wordt ontvangen	
Referentie van het dossier bij de gemeente	
Contactpersoon bij de gemeente	
Datum waarop het dossier naar het Departement Vergunningen en Machtigingen is verzonden	

Aanvrager

.....

Voorwerp van de aanvraag

.....

.....

.....

Opmerking : Indien er verschillende putten zijn, deze bijlage gebruiken telkens als het nodig is (behalve voor de putten bestemd voor geothermische sondes).

Putten bestemd voor een toekomstige grondwaterwinning (zo ja, de onderstaande paragrafen A en B invullen) **NEE** **JA**

Putten bestemd voor geothermische sondes (zo ja, de onderstaande paragrafen A en B invullen) **NEE** **JA**

Putten bestemd voor de opslag van kernafval (zo ja, de onderstaande paragrafen A en B invullen) **NEE** **JA**

A) KENMERKEN VAN HET PROJECT

A.1. LOKALISATIE VAN DE PLAATS DIE VOORZIEN IS VOOR DE PUT(TEN)

Identificatienummer op plan (I _N) :	Kadastraal perceel (P _N) :
Benaming van de put(ten)	

I_N en P_N zijn identiek met die van het algemene aanvraagformulier (bijlage I).

LAMBERT-coördinaten (enkel als de aanvrager er kennis van heeft, niet verplicht)

X: **Y:** **Z:** ,

Topografische opmeting : Kaartlezen :

Aanwezigheid van leidingen begraven op minder dan 10 meter van de te boren put(ten) :

NEE **JA**

Zo ja, gelieve hun aard en hun afstand ten opzichte van de put(ten) nader te bepalen:

.....

.....

.....

.....

.....

Is de put gelegen in een gebied voor de bescherming van waterwinningen ?

NEE **JA**

A.2. UITVOERING VAN DE PUT(TEN)

Voorziene uitvoeringsdatum:

A.3. DIMENSIONERING EN UITRUSTING

Voorziene diepte:

Voorziene diameter van de bodem van het gat:

A.4. BIJ TE VOEGEN STUKKEN

Vermoedelijke geologische doorsnede van de put(ten) met geschatte diepte van de waterlaag	Bijlage nr.
Beschrijving van de voorziene borings- en uitrustingsmethoden van de put(ten) * ter ondersteuning van een technische doorsnede	Bijlage nr.
Beschrijving van de voorziene oppervlakuitrusting ter ondersteuning van een maatschema	Bijlage nr.

Indien bestaande, een technisch verslag betreffende het type en de aard van de aanwezige waterlaag(lagen) met de gegevens op grond waarvan het Bestuur kan beoordelen welke weerslag het project vermoedelijk zal hebben op de waterlaag alsmede op de openbare en privé-eigendommen aan de oppervlakte.	Bijlage nr.
Indien bestaande, een situatiekaart met vermelding van de ligging van de put(ten) en die van de eventuele gebonden piëzometer alsmede de veronderstelde plaatselijke piëzometrie en de richting van de afvoeren.	Bijlage nr.

* boorwerktuigen en –spoelingen, ondersteuningsmaterialen en materialen voor de uitrustingen van de put, in voorkomend geval materialen en opvullingsmethode van de ruimte tussen de uitrustingsbuizen en het terrein, bestek indien beschikbaar,...

Die bijlagen moeten ook vermeld worden in de tabel “Bijlagen verstrekt door de exploitant” van het aanvraagformulier (bijlage I).

A.5. PIËZOMETER

Bent u op de hoogte van de aanwezigheid van een piëzometer binnen een straal van 500 meter van de toekomstige put ? **NEE** **JA**

Lambert-coördinaten van de piëzometer, in meters:

X : **Y** :

Topografische opmeting Kaartlezen

Peilmerk van de piëzometrische opmeting, in meters: , (facultatief)

Dimensionering en uitrusting van de gebonden piëzometer: (facultatief)

Dwaarsdoorsnede van de piëzometer: Bijlage nr.

Deze bijlage bevat hoe dan ook de volgende gegevens : diepte en kenmerken van de piëzometer met alle afmetingen. Die bijlagen moeten ook vermeld worden in de tabel "Bijlagen verstrekt door de exploitant" van het aanvraagformulier.

Niveau van het rustende water in de piëzometer

Statische niveaus (in meters)	Meetdatum	Gemeten diepte Gemeten hoogtecijfer

B) INFORMATIE BETREFFENDE DE TOEKOMSTIGE WATERWINNING

(ENKEL IN TE VULLEN VOOR DE PUTTEN BESTEMD VOOR EEN TOEKOMSTIGE GRONDWATERWINNING)

B.1. GEWENST DEBIETGewenst maximum debiet: m³/uur..... m³/dag..... m³/jaar**Dit debiet preciseren door de waterwinningsperiodes te vermelden (3 regels)**

.....

.....

.....

B.2. TOEKOMSTIG GEBRUIK VAN HET WATER

EÉN OF MEER VAKKEN VAN ONDERSTAANDE TABEL AANKRUISEN.

Code	Soort gebruik		Gebruikspercentage
01	Proefpompen van maximum 12 maanden	<input type="checkbox"/>	
02	Tijdelijk pompen/openbare of privé civieltechnische werken	<input type="checkbox"/>	
11	Openbare voorziening	<input type="checkbox"/>	
12	Bottelen van bronwater of van natuurlijk mineraal water	<input type="checkbox"/>	
13	Waterproductie voor thermaal gebruik	<input type="checkbox"/>	
14	Menselijk verbruik, met uitzondering van privé gebruik (huishoudens)	<input type="checkbox"/>	
15	Vervaardiging van levensmiddelen	<input type="checkbox"/>	
16	Drankindustrie	<input type="checkbox"/>	
17	Spoelen en wassen in de drankindustrie	<input type="checkbox"/>	
18	Baden, douches, zwembaden of andere soortgelijke installaties	<input type="checkbox"/>	
21	Industriële vervaardiging van niet voor voeding bestemde producten	<input type="checkbox"/>	
22	Wassen en voorbereiden van een product of grondstof	<input type="checkbox"/>	
23	Afkoeling van installaties en koeling	<input type="checkbox"/>	
24	Reiniging van lokalen en/of materieel	<input type="checkbox"/>	
25	Stoomproductie	<input type="checkbox"/>	
31	Landbouw-Tuinbouw-Boomkwekerij...	<input type="checkbox"/>	
32	Teelt	<input type="checkbox"/>	
33	Visteelt	<input type="checkbox"/>	
41	Bevoorrading van vijver, privé zwembad, fontein	<input type="checkbox"/>	
42	Huishoudelijk en sanitair gebruik	<input type="checkbox"/>	
51	Car-wash	<input type="checkbox"/>	
52	Wasserij-Blekerij	<input type="checkbox"/>	

Code	Soort gebruik		Gebruiks- percentage
61	Warmtepomp	<input type="checkbox"/>	
62	Geothermisch pompen voor gemeenschappelijke verwarming – openbaar gebouw	<input type="checkbox"/>	
71	Gebruik in instelling met onbesmettelijke zieken	<input type="checkbox"/>	
81	Goederen bescherming	<input type="checkbox"/>	
82	Bemaling	<input type="checkbox"/>	
83	Ontwatering	<input type="checkbox"/>	
84	Branddienst	<input type="checkbox"/>	
91	Kunstmatige aanvulling van de waterlaag	<input type="checkbox"/>	
	Andere (nader bepalen)	<input type="checkbox"/>	

B. 3. TOEKOMSTIG WATERWINNINGSGEBIED

Wat betreft alle waterwinningen, wordt het waterwinningsgebied afgebakend door de lijn gelegen op een afstand van tien meter van de buitengrenzen van de oppervlakteinstallaties die strikt noodzakelijk zijn voor de waterwinning.

Beschrijving van de activiteiten en bestaande infrastructuur binnen een straal van 10 meter van de te boren put:

.....

.....

.....

.....

Kunnen de activiteiten en de bestaande infrastructuur verplaatst worden voor de aanleg van de waterwinning waarin alleen de activiteiten en installaties die nodig zijn voor de waterwinning zijn toegelaten ? **NEE** **JA**

Kan de waterwinning zodanig aangelegd worden dat het afvloeiend water afkomstig van het gebied zelf kan ontsnappen en dat het water ongeacht de aard dat van buiten van het gebied komt, er niet kan binnendringen, noch zich aan de rand ervan kan opstapelen ? **NEE** **JA**

Kan de waterwinning over haar omtrek door een heining gesloten worden om de toegang ertoe te verbieden ? **NEE** **JA**

Kan de waterwinning inbegrepen worden in een bredere heining beschermd tegen de intrusies ? **NEE** **JA**

Zo ja, nader bepalen:

.....

B.4. BIJ TE VOEGEN AANVULLENDE STUKKEN

Ontwerp van afbakening van het waterwinningsgebied met een plan op 1/100 of eventueel op een beter geschikte schaal in het bijzondere geval dat deze schaal niet zou passen, en met vermelding van de ligging en de grenzen van het betrokken gebied alsmede de activiteiten en de bestaande infrastructuren.	Bijlage nr.
---	-------------

Die bijlage moet ook vermeld worden in de tabel “Bijlagen verstrekt door de exploitant” van het aanvraagformulier (bijlage I).

C) INFORMATIE BETREFFENDE DE TOEKOMSTIGE GEOTHERMISCHE VOORZIENING

(ENKEL IN TE VULLEN VOOR DE PUTTEN BESTEMD VOOR GEOTHERMISCHE SONDES)

C.1. TOEKOMSTIG GEBRUIK VAN DE PUT(TEN) BESTEMD VOOR GEOTHERMISCHE SONDES

Eén van de vakken van onderstaande tabel aankruisen.

Code	Soort gebruik	
A.	Uitvoering van een test thermische reactie (en verzameling van hydro-geologische gegevens om de geothermische voorziening af te meten met het oog op de exploitatie van een warmtepomp).	<input type="checkbox"/>
B	Exploitatie van een warmtepomp voor de verwarming	<input type="checkbox"/>
C	Exploitatie van een warmtepomp voor de verwarming en de afkoeling (free cooling)	<input type="checkbox"/>
D	Exploitatie van een warmtepomp voor de verwarming en de afkoeling (omkeerbare warmtepomp)	<input type="checkbox"/>

C.2. EIGENSCHAPPEN VAN DE GEOTHERMISCHE SONDES

Soort geothermische sondes (simple U, dubbele U, coaxiaal,...) en diameter:

.....

Soort warmtedrager (technische fiche/veiligheidsfiche van het te voegen product):

.....

C.3. EIGENSCHAPPEN VAN DE GEOTHERMISCHE VOORZIENING BESTEMD VOOR DE EXPLOITATIE VAN EEN WARMTEPOMP

(ENKEL IN TE VULLEN INDIEN HET TOEKOMSTIGE GEBRUIK VAN DE GEOTHERMISCHE VOORZIENING ANDERS IS DAN DE UITVOERING VAN EEN TEST THERMISCHE REACTIE – CODE A)

C.3.1. VOORZIENE WARMTEPOMP

Nominaal thermisch vermogen* van de warmtepomp [kW]:

..... [a]

Vermogenscoëfficiënt* van de warmtepomp [l] :

..... [b]

Nominaal koelvermogen (uit de grond af te tappen) [kW] : [a-(a/b)]

Vooruitlopende jaarlijkse werkingsduur van de warmtepomp op een nominaal vermogen [h/jaar]:
.....

Voorwaarden voor nominaal vermogen bepaald in norm NBN EN 14511-2 (B0/W35)

C.3.2. DIMENSIONERING VAN DE GEOTHERMISCHE SONDES

Dimensioneringsmethode van de geothermische sondes (abacus/test thermische reactie/numerieke simulatie):
.....

Aantal putten:
.....

Afstand tussen de putten:
.....

Jaarlijkse thermische energie per boringsmeter [kWh/m per jaar] :
.....

Is de geraamde geologische doorsnede in aanmerking genomen voor de berekening van de dimensionering van de sondes ? **NEE** **JA**

Beschikt u over voldoende ruimte in het eventuele geval van een nodige verdubbeling van het aantal te boren putten ? **NEE** **JA**

C.3.3. BIJ TE VOEGEN AANVULLENDE STUKKEN

Technische fiche van de warmtedrager	Bijlage nr.
Profiel van de behoeften van het gebouw	Bijlage nr.
Verslag van de berekening van de dimensionering van de sondes	Bijlage nr.

Die bijlagen moeten ook vermeld worden in de tabel "Bijlagen verstrekt door de exploitant" van het aanvraagformulier (bijlage I).

D) BESCHRIJVING VAN HET PROJECT

(ENKEL IN TE VULLEN VOOR DE PUTTEN DIE NIET BESTEMD ZIJN VOOR EEN TOEKOMSTIGE GRONDWATERWINNING EN DIE NIET BESTEMD VOOR GEOTHERMISCHE SONDES)

BESCHRIJVING EN RECHTVAARDIGING VAN HET VOORZIENE GEBRUIK VAN DE PUT

<p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>

Bescherming van het privé leven ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens

Overeenkomstig de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, zijn de gegevens van dit formulier bestemd voor de opvolging van uw dossier binnen de Waalse Overheidsdienst en mogen enkel worden doorgebracht, behoudens andersluidende bepaling, aan de volgende diensten van de Waalse Regering: Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Patrimonium en Energie en aan het Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu. U kunt toegang hebben tot uw gegevens en die laten rectificeren. Dit toegangs- of rectificatierecht kan enkel uitgeoefend worden bij Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Patrimonium en Energie en bij het Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Ombudsman van het Waalse Gewest

Elke natuurlijke of rechtspersoon die acht, naar aanleiding van een zaak die hem betreft, dat een Waalse gewestelijke administratieve overheid tekort heeft geschoten in haar openbare opdracht, kan een individuele klacht schriftelijk of ter plaatse indienen bij de Ombudsman van het Waalse Gewest: Médiateur de la Région wallonne, Rue Lucien Namèche 54 te 5000 NAMUR.

E-mail: courrier@mediateur.wallonie.be

Site: <http://mediateur.wallonie.be>

Groen nummer: 0800/19199

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2002 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende het boren en de uitrusting van putten bestemd voor een toekomstige grondwaterwinning en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Namen, 13 september 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY